

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/W/265

G/SCM/W/275

29 janvier 1996

(96-0312)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

REPONSES AUX QUESTIONS DE HONG KONG¹ CONCERNANT LA NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS CANADIENNES²

La Mission permanente du Canada a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 11 janvier 1996.

1. **L'article 4.2 de l'Accord antidumping précise que lorsque la "branche de production nationale" aura été interprétée comme désignant les producteurs d'une certaine zone, il ne sera perçu de droits antidumping que sur les produits en question expédiés vers cette zone pour consommation finale. Lorsque la "branche de production nationale" sera divisée en marchés régionaux, la disposition sur la perception de droits antidumping énoncée à l'article 4.2 de l'Accord antidumping sera-t-elle observée? Quel moyen administratif ou législatif les autorités canadiennes ont-elles mis en place pour assurer l'observation de cette disposition?**

Lorsqu'une décision définitive de dommage se rapporte à des marchés régionaux, le Sous-Ministre du Revenu national n'imposera de droits que sur les marchandises visées par la constatation de préjudice. Les droits ne s'appliqueront normalement qu'aux marchandises qui sont expédiées pour consommation finale vers le marché régional indiqué dans les conclusions. Il existe des pratiques administratives qui garantissent que les droits ne seront perçus qu'à l'égard des marchandises expédiées pour consommation finale dans le marché régional visé. Des directives ont notamment été données aux bureaux régionaux en ce qui concerne l'imposition des droits. Des avis publics (c'est-à-dire des "Enoncés de motifs") délivrés au moment de la décision provisoire et de la décision définitive décriront le droit qu'il conviendra d'imposer pour le cas où la décision définitive conclurait à l'existence d'un préjudice. La LMSI renferme des dispositions en matière d'appel qui offrent un recours dans le cas où des droits ont été imposés sur des marchandises qui ne sont pas décrites dans l'ordonnance.

2. **L'article 2 1) de la Loi définit le terme "négligeable"; l'expression "*marchandises de même description [que des marchandises sous-évaluées]*" y est utilisée à la place de l'expression "*produit similaire*" employée dans l'Accord antidumping. Le Canada envisage-t-il que les "*marchandises de même description [que les marchandises sous-évaluées]*" puissent être différentes des "*marchandises similaires*"? Dans l'affirmative, comment le Canada concilie-t-il cela avec ses obligations au titre de l'article 5.8 de l'Accord antidumping?**

¹G/ADP/W/133-G/SCM/W/142.

²G/ADP/N/1/CAN/2-G/SCM/N/1/CAN/2.

L'expression "*produit similaire*" est définie ainsi à l'article 2.6 de l'Accord antidumping: "*un produit identique, c'est-à-dire semblable à tous égards au produit considéré, ou, en l'absence d'un tel produit, un autre produit qui, bien qu'il ne lui soit pas semblable à tous égards, présente des caractéristiques ressemblant étroitement à celles du produit considéré*". Conformément à l'Accord, la LMSI utilise l'expression "*marchandises similaires*" relativement à des marchandises vendues sur le marché intérieur du pays d'exportation, et relativement à des marchandises produites par la branche de production nationale, et elle utilise l'expression "*marchandises de même description [que les marchandises sous-évaluées]*" relativement aux marchandises importées qui font l'objet d'une enquête (c'est-à-dire le "*produit considéré*").

3. **L'article 3 1) de la Loi assujettit à des droits antidumping toutes les marchandises "sous-évaluées" (dumped) importées au Canada lorsqu'il a été établi que le dumping de marchandises de même description a causé un dommage ou un retard ou menace de causer un dommage. L'article 55 1) dispose, quant à lui, qu'une fois rendue la décision définitive de dumping, un agent désigné est mandaté pour déterminer, à l'égard de certaines marchandises déjà importées, si elles sont en fait "de même description" que celles qui sont désignées dans l'ordonnance ou dans les conclusions. Le Canada pourrait-il donner de plus amples explications sur la signification de l'expression "marchandises de même description"?**

L'expression "*marchandises de même description que celles désignées dans l'ordonnance ou les conclusions*" s'entend des marchandises importées qui tombent dans la catégorie de marchandises visées par l'ordonnance ou les conclusions. Cette expression a pour effet de resserrer l'application des conclusions puisque l'expression "*marchandises similaires*" englobe aussi les marchandises qui "*sont très proches*" des autres marchandises, tandis que les "*marchandises de même description*" doivent expressément avoir la même description que les marchandises mentionnées dans l'ordonnance ou les conclusions. [Voir aussi la réponse à la question 2.]

- 4.a) **Le Canada pourrait-il assujettir également à l'enquête en matière de dumping les pièces et les composants des marchandises dont il est allégué qu'elles font l'objet d'un dumping?**

Une enquête peut être ouverte à l'égard de produits finis, y compris à l'égard de leurs pièces et composants. Si les pièces et composants ne sont pas inclus au moment de l'ouverture de l'enquête, ils ne pourront être englobés dans l'enquête qu'au moyen d'une nouvelle enquête se rapportant précisément aux pièces et composants. Les deux enquêtes distinctes peuvent être jointes, conformément à l'article 38 du Règlement d'application de la LMSI. Le TCCE rendra alors une décision en matière de préjudice quant aux marchandises en cause, y compris leurs pièces et composants. Le TCCE ne peut élargir le champ d'une enquête; il ne peut que le rétrécir en accordant des exclusions pour certains produits ou exportateurs particuliers.

- b) **Si les pièces et les composants sont visés par l'enquête, est-il nécessaire que le Tribunal statue sur la question de savoir si un dommage a été causé à la branche nationale de production de pièces et composants avant que des droits antidumping puissent être perçus sur les pièces et composants?**

Conformément à l'article 42 de la LMSI, le Tribunal canadien du commerce extérieur est tenu de faire enquête sur la question du dommage quant aux marchandises auxquelles s'applique la décision provisoire. En conséquence, si la décision provisoire vise aussi les pièces et les composants, le Tribunal canadien du commerce extérieur est tenu d'examiner la question du dommage qui résulte du dumping ou du subventionnement de ces marchandises.

5.a) Comment le montant des droits antidumping est-il déterminé pour les marchandises dédouanées après que le Tribunal a rendu une ordonnance?

Le Canada perçoit les droits antidumping sur une base prospective. De la sorte, l'ordonnance du Tribunal autorise la perception de droits antidumping définitifs à l'égard des marchandises en cause. La marge de dumping est calculée pour chaque expédition en fonction de la valeur normale et du prix à l'exportation des marchandises. C'est ainsi qu'est déterminé le montant final des droits antidumping.

b) Dans le cas de droits payés en dépassement de la marge de dumping, quelles sont les modalités de remboursement?

Une fois qu'est rendue une décision définitive de préjudice, les autorités chargées des enquêtes invoquent automatiquement l'article 55 de la LMSI pour revoir le droit provisoire acquitté. Si, lorsque le montant final est déterminé à l'égard de marchandises importées durant la période provisoire, la marge de dumping est inférieure à celle qu'avait établie la décision provisoire, la différence sera remboursée conformément à l'article 10.3 de l'Accord antidumping.

c) Comment le Canada s'acquitte-t-il de ses obligations au titre de l'article 9.3 de l'Accord antidumping?

Les articles 57 a) et 59 a) de la LMSI autorisent un agent désigné et le Sous-Ministre, respectivement, à réexaminer, sur demande, une décision d'imposer des droits définitifs. Lorsque des droits excessifs ont été acquittés, l'article 60 1) b) de la Loi prévoit la restitution totale ou partielle des droits qui n'étaient pas exigibles. Ces dispositions, ainsi que les délais dans lesquels les révisions doivent être faites, sont conformes à l'article 9.3.2 de l'Accord antidumping.

6.a) Un certain nombre de restrictions limitent l'utilisation des ventes sur le marché intérieur aux fins du calcul de la valeur normale. Comment le Canada concilie-t-il ces restrictions avec ses obligations au titre de l'article 2 de l'Accord antidumping et, en particulier, de la note de bas de page 2?

Plusieurs des conditions énoncées à l'article 15 de la LMSI et concernant le choix des ventes intérieures aux fins de déterminer la valeur normale visent à garantir des "*comparaisons équitables*", conformément à l'esprit de l'article 2 de l'Accord antidumping. Au surplus, plusieurs des conditions prévues à l'article 15 se réfèrent aux "*conditions particulières du marché*" qui doivent être remplies à l'égard des ventes retenues pour le calcul de la valeur normale.

b) Pourquoi la législation canadienne ne prévoit-elle pas qu'il faut d'abord utiliser les ventes sur le marché intérieur pour calculer la valeur normale lorsque ces ventes constituent au moins 5 pour cent des ventes au Canada?

En fait, la LMSI, par l'effet de l'article 15 et de l'article 16 1), s'efforce d'établir la valeur normale en fonction des ventes effectuées sur le marché intérieur. La norme de 5 pour cent qui apparaît dans la note 2 est destinée à servir de directive générale et non à constituer une norme inflexible, et la disposition envisage clairement la possibilité d'un ratio différent lorsque cela est justifié. La décision du Sous-Ministre du Revenu national quant à savoir s'il existe un nombre suffisant de ventes intérieures de marchandises similaires pour permettre une comparaison équitable des valeurs normales et des prix à l'exportation dépendra des circonstances de l'espèce considérée. Dans sa décision, le Sous-Ministre sera guidé, entre autres choses, par la note 2 de l'article 2.2 de l'Accord antidumping. En conformité avec les procédures internes, toute entorse faite par le Sous-Ministre à la norme de 5 pour cent sera accompagnée d'une explication justificative.

- 7. Pour déterminer l'existence d'un dumping, l'article 16 c) de la Loi permet au Canada de comparer les ventes à l'exportation d'une société avec les ventes sur le marché intérieur d'une autre société. Le Canada pourrait-il expliquer en quoi cette disposition est compatible avec l'article 2.2 de l'Accord antidumping?**

Cette disposition est compatible avec l'article 2.1 de l'Accord antidumping, qui ne parle que du prix du produit similaire destiné à la consommation dans le pays exportateur et qui ne dit pas que de telles ventes doivent nécessairement être effectuées par l'exportateur des marchandises au Canada. L'utilisation d'autres fournisseurs n'est donc pas contraire aux dispositions de l'article 2.2, puisque l'expression "*[les autres] vendeurs*" est comprise dans le champ de l'article 2.1 de l'Accord antidumping. Cette disposition est normalement utilisée lorsqu'il existe une relation entre l'exportateur et le producteur (c'est-à-dire que les ventes intérieures du producteur remplaceront les ventes de l'exportateur).

- 8.a) Dans quelles circonstances précises l'article 29 1) sera-t-il invoqué?**

L'article 29 1) servira à établir la valeur normale ou le prix à l'exportation lorsque le Sous-Ministre est d'avis que les renseignements nécessaires sont insuffisants ou que la vérification des renseignements n'a pas été possible ou que les renseignements sont inaccessibles et qu'il est en conséquence impossible d'établir la valeur normale ou le prix à l'exportation des marchandises.

- b) Le Canada pourrait-il fournir de plus amples explications sur la façon dont le Ministre déterminera la valeur normale ou le prix à l'exportation en application de l'article 29 1)? Y a-t-il des prescriptions compatibles avec l'Annexe II de l'Accord antidumping régissant l'utilisation des "*meilleurs renseignements disponibles*"?**

Les autorités chargées des enquêtes établiront, en vertu de l'article 29 1), la valeur normale ou le prix à l'exportation selon les principes directeurs figurant dans l'"*Enoncé des pratiques administratives*" de Revenu Canada. Ces principes directeurs sont conformes à l'Annexe II de l'Accord antidumping de l'OMC.

- c) Y a-t-il des dispositions compatibles avec l'article 6.1 de l'Accord antidumping prescrivant que toutes les parties intéressées par une enquête antidumping doivent être avisées des renseignements que les autorités exigent et avoir d'amples possibilités de présenter par écrit tous les éléments de preuve qu'elles jugent pertinents?**

L'article 34 1) de la LMSI remplit les obligations du Canada au titre de l'article 6.1 de l'Accord. Les principes directeurs concernant les demandes de renseignements adressées aux parties intéressées (par exemple les exportateurs, les importateurs, les gouvernements étrangers) figurent dans l'"*Enoncé des pratiques administratives*" de Revenu Canada pour la LMSI. Ces principes directeurs sont dûment pris en compte dans les pratiques administratives du Ministère.

- 9.a) Le Canada pourrait-il expliquer en quoi l'article 30.2 2) de la Loi est compatible avec l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping?**

L'article 30.2 2) de la LMSI incorpore expressément les conditions préalables énoncées à l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping pour l'utilisation d'une valeur normale établie sur la base d'une moyenne pondérée, aux fins de sa comparaison avec les prix de transactions à l'exportation prises individuellement et, à cet égard, l'article 30.2 2) est compatible à cet article.

- b) L'article 30.2 1) s'appliquerait-il à l'établissement des marges de dumping dans les cas de ventes prises individuellement?**

L'article 30.2 1) ne serait pas applicable à l'établissement des marges de dumping se rapportant à des ventes individuelles. À cet égard, il n'est pas prévu que l'on utilise une méthode transaction par transaction pour établir des marges du dumping, bien qu'une telle méthode soit possible en droit canadien.

- c) **Lorsque l'article 30.2 2) s'applique, les autorités canadiennes sont-elles en mesure d'expliquer aux parties intéressées pourquoi une comparaison sur une base identique ne peut être utilisée pour tenir dûment compte des différences entre les prix à l'exportation?**

La LMSI n'oblige pas expressément le Sous-Ministre du Revenu national à dire pourquoi une comparaison d'éléments de même nature n'a pas servi à déterminer la marge de dumping, étant donné que les circonstances justifiant l'application de l'article 30.2 2) sont énoncées dans la disposition elle-même, mais une explication sera fournie dans l'"*Enoncé des motifs*" du Sous-Ministre.

10. **L'article 30.3 1) de la Loi autorise le recours à un échantillonnage si les autorités jugent impossible d'établir la marge de dumping en tenant compte de toutes les marchandises considérées, à cause du grand nombre d'exportateurs, de producteurs ou d'importateurs, de la variété ou du volume des marchandises, ou pour toute autre raison. Pourquoi le Canada a-t-il ajouté les mots "ou pour toute autre raison" dans la Loi alors qu'ils ne se trouvent pas dans l'Accord antidumping?**

L'expression "*ou pour toute autre raison*" a été insérée dans l'article 30.3 1) de la LMSI simplement pour englober les autres circonstances (par exemple les cas excessivement compliqués) où un échantillonnage pourrait être requis afin d'effectuer l'enquête dans le délai prévu par la loi.

11. **Disposition correspondant à l'article 30.3 3) de la Loi, l'article 25.2 du Règlement décrit en détail la façon d'établir la marge de dumping relative aux marchandises non incluses dans l'échantillonnage. Si cela est impossible, l'alinéa 1 b) autorise l'établissement d'une marge de dumping sur la base des marges de dumping relatives aux marchandises en provenance de tous les autres pays dont les marchandises sont en cause et qui sont incluses dans un pourcentage ou un échantillonnage. Si cela est impossible également, l'alinéa 1 c) permet qu'une marge de dumping soit établie de façon raisonnable, compte tenu des renseignements disponibles. Le Canada peut-il expliquer pourquoi il est nécessaire et raisonnable de permettre qu'une marge de dumping soit déterminée conformément aux alinéas 1) b) et 1 c) de l'article 25.2 du Règlement? Comment le Canada concilie-t-il ces dispositions avec ses obligations au titre de l'article 9.4 de l'Accord antidumping?**

Il pourrait théoriquement y avoir des cas où l'alinéa 1) a) de l'article 25.2 du Règlement est inapplicable pour la raison que toutes les marges de dumping relatives aux marchandises provenant d'un pays donné qui sont incluses dans le pourcentage ou l'échantillonnage sont soit nulles, soit minimales, soit fondées sur des renseignements disponibles. En prévision de ces cas, l'alinéa 1) b) de l'article 25.2 prévoit une autre méthode d'établissement des marges de dumping individuelles pour les exportateurs et les producteurs non inclus dans l'examen.

Puisqu'il fonde la marge de dumping sur les marchandises incluses dans le pourcentage ou l'échantillonnage et qu'il ignore les marges établies sur la foi de renseignements disponibles, l'alinéa 1) b) de l'article 25.2 est tout à fait compatible avec l'article 9.4 de l'Accord antidumping.

Finalement, en conformité avec le caractère hiérarchique de l'article 25.2 1) du Règlement, l'alinéa c) ne peut être appliqué qu'en dernier ressort, dans les rares cas où ni l'alinéa a) ni l'alinéa b) ne sont applicables.

12.a) Le Canada peut-il préciser si les autorités doivent être en possession d'éléments de preuve suffisants quant à l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité, pour ouvrir une enquête en l'absence de plainte écrite?

Que ce soit de la propre initiative du Sous-Ministre ou suite à une plainte dont le dossier est complet, le Sous-Ministre ne peut ouvrir une enquête au titre de l'article 31 1) de la LMSI à moins qu'il ne possède des éléments de preuve attestant que les marchandises ont fait l'objet d'un dumping ou ont été subventionnées et donnant à penser que le dumping ou le subventionnement a causé un dommage ou un retard ou menace de causer un dommage.

b) Comment les autorités canadiennes vérifient-elles la représentativité d'une plainte écrite?

Pour établir et vérifier les données que sont la composition et les niveaux de production de la branche de production nationale, les organes d'enquête du Ministère du Revenu national feront appel à des sources indépendantes et impartiales (par exemple le Ministère de l'industrie du Canada, les indices concernant les échanges et les associations professionnelles).

Pour déterminer le niveau de soutien de la plainte et le niveau d'opposition à la plainte, le Sous-Ministre procédera, si nécessaire (par exemple lorsque le niveau requis de soutien n'est pas évident au vu de la requête elle-même), à un sondage parmi l'ensemble des producteurs nationaux connus. Il demandera aux producteurs de présenter leurs chiffres de production afin de déterminer si la plainte recueille le niveau requis de soutien.

c) Comment l'opposition à une plainte est-elle mesurée?

Pour déterminer le niveau de soutien de la plainte et le niveau d'opposition à la plainte, le Sous-Ministre procédera, si nécessaire (par exemple lorsque le niveau requis de soutien fourni par l'industrie n'est pas évident au vu de la plainte elle-même), à un sondage parmi l'ensemble des producteurs nationaux connus. Il demandera aux producteurs de présenter leurs chiffres de production afin de déterminer si la plainte recueille le niveau requis de soutien.

13.a) Si la marge de dumping relative aux marchandises provenant d'un exportateur est jugée négligeable, le Canada mettra-t-il fin à une enquête antidumping visant cet exportateur? Dans la négative, comment le Canada concilie-t-il sa législation nationale avec ses obligations au titre de l'Accord antidumping?

L'article 5.8 ne rattache pas expressément le critère *de minimis* au niveau de l'exportateur. A cet égard, la LMSI applique la norme *de minimis* en considérant le pays, de la même manière que l'article 5.8 traite le critère des volumes négligeables. En conséquence, si la marge de dumping relative aux marchandises provenant d'un exportateur est jugée minime, il ne sera pas mis fin à l'enquête relativement à cet exportateur, dans la mesure où la marge globale de dumping pour le pays n'est pas minime. Les obligations du Canada au titre de l'article 5.8 de l'Accord antidumping de l'OMC sont ainsi remplies.

En pratique, si la marge de dumping relative aux marchandises d'un exportateur est jugée minime durant une enquête, il est très probable que l'exportateur ne sera pas assujéti à des droits antidumping à l'égard des importations effectuées après une décision définitive de dumping et de dommage, dans la mesure où le prix à l'exportation demeure à des niveaux qui n'entraînent pas une marge de dumping.

b) L'article 30.2 prévoit la réduction à zéro des marges de dumping négatives des exportateurs pris individuellement. Comment le Canada justifie-t-il la réduction à zéro des marges

de dumping négatives des exportateurs pris individuellement lors de la détermination de la marge de dumping d'un pays? Sur quelle disposition de l'Accord antidumping s'appuie cette pratique?

L'article 30.2 1) de la LMSI prévoit l'établissement de la marge de dumping de toutes marchandises au niveau de l'exportateur.

Pour chaque catégorie particulière de marchandises en cause se rapportant à un exportateur, on calcule en principe la marge de dumping en soustrayant le prix total à l'exportation de la valeur normale totale. On obtiendra un résultat négatif si le prix total à l'exportation dépasse la valeur normale correspondante. Dans le calcul, les marges négatives neutraliseront donc les marges positives lorsqu'on se demandera si des marchandises particulières ont fait l'objet d'un dumping au cours de la période. Cependant, lorsque la marge globale de dumping est établie pour l'exportateur, les groupes de produits qui ont des marges négatives verront leurs marges fixées à zéro de telle sorte que les marges négatives de telle ou telle catégorie de produits ne puissent servir à neutraliser les marges positives calculées pour les marchandises "*non similaires*".

Cette méthode est compatible avec l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping puisque les marges de dumping sont calculées par catégorie de produit, au moyen d'une comparaison directe entre la valeur normale et le prix à l'exportation des marchandises comparables.

14. Le Canada peut-il préciser si l'article 42 3) de la Loi autorise l'évaluation des effets cumulatifs des marchandises faisant l'objet d'un dumping et d'un subventionnement? Dans l'affirmative, sur quelles dispositions de l'Accord antidumping s'appuie-t-il pour autoriser cette évaluation cumulative?

La LMSI n'empêche pas l'évaluation cumulative des effets dommageables de marchandises faisant à la fois l'objet d'un dumping et d'un subventionnement.

Pour ce qui est du fondement juridique du cumul croisé dans les instruments de l'OMC, l'article 3.3 de l'Accord antidumping et l'article 15.3 de l'Accord SMC parlent du cumul à l'intérieur même de l'accord considéré, mais ils ne disent rien du cumul entre accords (ce que l'on appelle le cumul croisé). Pour savoir si le silence des accords quant à la question du cumul croisé devrait être interprété comme une autorisation ou une interdiction du cumul croisé, il faut adopter le principe du "*caractère raisonnable*" et considérer l'objet des instruments parallèles que sont les deux Accords, objet qui est d'offrir un recours contre les pratiques commerciales déloyales qui causent un dommage à une branche de production nationale. Refuser un tel recours lorsque les effets cumulatifs de pratiques de dumping et de subventionnement sont dommageables à une branche de production nationale équivaldrait à contrarier l'objet de ces accords. Vu sous cet angle, le silence des accords doit être interprété d'une manière qui autorise le cumul croisé. Ce point de vue est appuyé, entre autres, par le fait suivant: que le dommage soit causé par le dumping, par le subventionnement ou par les deux, il n'y a qu'un seul effet sur les prix et cet effet est à la source du dommage causé à la branche de production nationale.

15. Sur quels critères le Canada se fonde-t-il pour supprimer un droit antidumping à la suite d'un réexamen prévu à l'article 76 2) et 5)? Les autorités canadiennes réexaminent-elles l'existence du dumping à l'occasion des réexamens effectués au titre de l'article 76 2) et 5)? Appliquent-elles les mêmes critères que lors de l'enquête initiale? Par exemple, une enquête sera-t-elle close s'il est constaté que les marges de dumping sont *de minimis* ou que les importations sont négligeables?

Conformément aux articles 11.2 et 11.3 de l'Accord antidumping, l'article 76 de la LMSI prévoit deux types de réexamens: i) une demande de réexamen déposée en réponse à l'avis du Tribunal selon lequel une ordonnance est sur le point d'expirer; et ii) une demande de réexamen en tout temps après qu'une ordonnance est rendue ou prorogée, compte tenu de l'évolution des circonstances.

Pour savoir si une ordonnance ou des conclusions devraient être prorogées, le Tribunal doit, conformément à l'article 11.3 de l'Accord antidumping, être convaincu: i) qu'il est probable que le dumping provenant des pays en cause subsiste ou se reproduise si l'ordonnance ou les conclusions sont annulées; et ii) que le maintien ou la réapparition du dumping est susceptible de causer un dommage à la branche de production nationale.

Quant à la probabilité du maintien ou de la réapparition du dumping, le Tribunal tiendra compte de facteurs tels qu'une propension avérée à pratiquer le dumping, les tendances au niveau de la fixation des prix des produits par rapport à d'autres indicateurs économiques pertinents, ainsi que les données pertinentes du Ministère du Revenu national, notamment les résultats de l'examen administratif le plus récent. La preuve de marges de dumping *de minimis* et/ou de volumes d'importation négligeables (provenant par exemple de l'examen administratif le plus récent effectué par le Ministère du Revenu national) sera prise en considération quand viendra le temps de mesurer la probabilité du maintien ou de la réapparition du dumping.

Dans l'examen de la question du dommage, le Tribunal tiendra compte des facteurs applicables aux enquêtes, à savoir le volume, l'effet sur les prix et les répercussions sur l'industrie, comme le prévoit l'Accord antidumping.

En ce qui concerne les réexamens fondés sur de nouvelles circonstances, le Tribunal se demandera si quelque fait ou événement déterminant qui formait un élément essentiel des conclusions visées par le réexamen a changé radicalement au point de rendre invalides les conclusions.

- 16. Les alinéas 1 à 3 de l'article 6.1 de l'Accord antidumping précisent les délais impartis aux exportateurs visés par une enquête pour répondre aux questionnaires, ainsi que les règles concernant l'obligation de mettre les éléments de preuve à la disposition de toutes les parties intéressées. Le Canada pourrait-il expliquer à cet égard comment il s'acquittera de ses obligations au titre de l'Accord antidumping?**

Les articles 6.1.1 à 6.1.3 de l'Accord antidumping font l'objet de la circulaire du Ministère du Revenu national intitulée "*Enoncé de pratiques administratives pour la LMSI*".

- 17. Il semble n'y avoir dans la législation canadienne pertinente ou dans ses règlements d'application aucune disposition applicable aux enquêtes menées en dehors du territoire canadien. Le Canada pourrait-il expliquer à cet égard comment il s'acquittera de ses obligations au titre de l'article 6.7 et de l'Annexe I de l'Accord antidumping?**

Les procédures et principes directeurs de l'article 6.7 et de l'Annexe I de l'Accord antidumping ont été incorporés dans la circulaire de Revenu Canada "*Enoncé de pratiques administratives pour la LMSI*" et le Ministère du Revenu national en tient compte dans la pratique.

- 18. Les divers avis au public donnés en application des articles 34 1) a), 38 3) et 41 3) de la Loi doivent-ils contenir les renseignements exigés par l'article 12 de l'Accord antidumping? Comment le Canada s'acquittera-t-il de ses obligations en ce qui concerne les avis au public?**

Plusieurs pratiques administratives sont en vigueur, qui garantissent la conformité avec les dispositions de l'Accord antidumping concernant les avis au public et la transparence. Prenons par exemple l'article 34 1) a) de la LMSI. Au moment de l'ouverture d'une enquête, l'*Enoncé des motifs*, qui fait état des éléments essentiels de la plainte et qui est remis à toutes les parties intéressées connues, ainsi que l'avis officiel publié dans la *Gazette du Canada*, invitent les parties intéressées à déposer des conclusions écrites, avant une certaine date, en présentant les faits, les arguments et les éléments de preuve qu'elles jugent pertinents en ce qui concerne le prétendu dumping, le prétendu subventionnement et/ou le prétendu dommage. Au surplus, des demandes détaillées de renseignements sont envoyées aux exportateurs et importateurs et, dans le cas d'une enquête portant sur des subventions, au(x) gouvernement(s) concerné(s). Ces demandes visent à recueillir les renseignements détaillés qui sont requis pour l'établissement des marges de dumping et/ou des montants de subvention.

En ce qui concerne l'article 38 3) de la LMSI, au moment de la décision provisoire, il est remis aux exportateurs une correspondance décrivant la méthode selon laquelle les marges de dumping ont été calculées et faisant état des renseignements qui ont servi à la prise de la décision. Sont en général fournies les feuilles de travail de Revenu Canada, qui indiquent le détail des calculs effectués pour arriver à la décision. Durant l'enquête, les exportateurs sont informés qu'ils peuvent demander la tenue de réunions d'information, qui ont lieu à Ottawa après la décision provisoire et durant lesquelles sont examinés les renseignements se rapportant à leurs entreprises. La réunion d'information donne à l'entreprise la possibilité d'être parfaitement mise au fait de la méthode employée pour établir la valeur normale, le prix à l'exportation et le montant de subvention, de poser des questions et de défendre ses intérêts (par exemple en précisant les renseignements donnés au Ministère ou en fournissant des renseignements complémentaires) avant la décision définitive de dumping. Ces procédures figurent dans la circulaire de Revenu Canada intitulée "*Enoncé de pratiques administratives*". Au moment de la décision provisoire, Revenu Canada remet aussi à toutes les parties intéressées connues un document public appelé "*Enoncé de motifs*". Ce document explique l'information et la méthode utilisées par Revenu Canada pour rendre la décision.

Sur demande, au cours d'une enquête, Revenu Canada remettra aussi aux parties intéressées un exemplaire des versions non confidentielles des arguments. Cela permet aux parties intéressées de comprendre les faits essentiels considérés par Revenu Canada avant la décision finale et leur donne la possibilité de défendre leurs intérêts en connaissance de cause.

Dès réception d'un avis de décision provisoire aux termes de l'article 38 3) de la LMSI, le Tribunal canadien du commerce extérieur (ci-après le "Tribunal") ouvre une enquête visant le dommage. Le Tribunal publie alors un avis dans la *Gazette du Canada* indiquant entre autres les délais dans lesquels les parties intéressées doivent présenter leurs conclusions préliminaires.

Ces procédures attestent que le Canada remplit pleinement ses obligations au chapitre des règles de l'Accord antidumping qui concernent les avis au public.

19.a) En ce qui concerne l'article 11 b) du Règlement, les conditions stipulées aux articles 15 et 16 de la Loi se traduisent-elles par l'exclusion des données réelles? Comment le Canada concilie-t-il ces conditions avec ses obligations au titre des alinéas i) et ii) de l'article 2.2.2 de l'Accord antidumping, qui ne restreignent pas l'utilisation des données réelles?

La détermination des bénéfices conformément à l'article 11 b) du Règlement sur les mesures spéciales d'importation est régie par les critères énoncés à l'article 13 a) du Règlement. Parmi ces critères, il y a le critère selon lequel les ventes utilisées pour établir les bénéfices visées à l'article 11 b) sont les ventes qui "*satisfont au plus grand nombre de conditions énoncées aux alinéas 15 a) à e) de la Loi, compte tenu du paragraphe 16 1) de la Loi*". Ces dispositions garantissent que le montant

correspondant aux bénéfices est fondé sur les données les plus pertinentes, et cela afin de permettre une comparaison utile. Des données réelles pourraient être exclues en vertu de l'une quelconque des méthodes prévues à l'article 11 b) du Règlement si les ventes ne satisfont pas aux critères énoncés à l'article 13 a) du Règlement. Cependant, l'article 11 b) établit une hiérarchie des méthodes servant à déterminer les bénéfices et chacune d'entre elles est fondée sur des données réelles. Cela est compatible avec l'article 2.2.2 puisque l'article 11 b) est fondé sur les montants réels de bénéfices réalisés par l'exportateur ou le producteur ou d'autres exportateurs et producteurs, en plus de "*toute autre méthode raisonnable*" comme le prévoit l'article 2.2.2 iii) de l'Accord antidumping.

- b) Le Canada peut-il expliquer comment il en arrive à considérer que les montants des bénéfices visés aux sous-alinéas v) et vi) correspondent à un "montant raisonnable pour les bénéfices"? Pourquoi ces montants ne sont-ils pas assujettis à la limite fixée par l'article 2.2.2 iii) de l'Accord antidumping?**

L'article 11 b) du Règlement est de caractère hiérarchique. Par conséquent, les sous-alinéas v) et vi) de l'article 11 b) ne peuvent s'appliquer s'il existe des ventes intérieures de marchandises similaires ou de marchandises de la même catégorie générale et que ces ventes peuvent servir à déterminer un montant correspondant aux bénéfices. Cependant, lorsque de telles ventes n'existent pas ou lorsque de telles ventes ne génèrent pas de bénéfices, alors les sous-alinéas v) et vi) autorisent l'utilisation des ventes intérieures de marchandises de la gamme ou du groupe suivant qui comprend la catégorie visée au sous-alinéa iv). L'interprétation des sous-alinéas v) et vi) ne se prête pas logiquement à une comparaison avec les bénéfices réalisés sur des marchandises de la même catégorie générale comme le prévoit l'article 2.2.2 iii) de l'Accord antidumping, mais, puisque: 1) les sous-alinéas v) et vi) font tout de même référence à une gamme de produits qui engloberait les marchandises similaires et les marchandises de la même catégorie générale, et que 2) l'article 13 c) du Règlement autorise des rectifications de prix dans de tels cas, ces méthodes d'établissement d'un montant raisonnable pour les bénéfices sont compatibles avec l'expression "*toute autre méthode raisonnable*" de l'article 2.2.2 iii) de l'Accord antidumping.

- c) En ce qui concerne l'article 11 c), pourquoi les conditions énoncées aux articles 15 et 16 de la Loi sont-elles nécessaires? Pourquoi le Canada n'adopte-t-il pas les méthodes prévues par les alinéas a) à c) de l'article 2.2.2 pour le calcul des frais administratifs, de vente et autres?**

Les articles 15 et 16 de la LMSI ne sont applicables, en ce qui concerne l'article 11 c) i) du Règlement, que lorsque le montant correspondant aux frais d'administration et de commercialisation et aux frais de caractère général est fondé sur les ventes intérieures de marchandises similaires effectuées par l'exportateur. Les ventes pertinentes sont choisies à l'aide des critères des articles 15 et 16 afin de garantir que les données les plus appropriées seront retenues, permettant ainsi une comparaison utile.

L'article 11 c) du Règlement prévoit deux méthodes d'établissement d'un montant raisonnable pour les frais, notamment les frais administratifs et les frais de vente. Selon la formulation de l'article 2.2.2, à savoir "*les montants pourront être déterminés sur la base de ...*", il n'est pas obligatoire que les exemples donnés aux alinéas i) et ii) soient adoptés.

- 20. L'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping prévoit que les autorités doivent calculer les frais sur la base des registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête. Il ne semble pas que les textes juridiques canadiens, que ce soit à l'article 19 b) de la Loi ou à l'article 11 du Règlement, aient prévu cette prescription. Comment le Canada s'assurera-t-il que les autorités canadiennes s'acquitteront de cette obligation?**

Le Canada a adopté des procédures administratives qui se rapportent aux méthodes d'établissement des coûts. Il convient de noter que les autorités calculeront en principe les coûts sur la base des registres de l'exportateur/du producteur faisant l'objet de l'enquête, à condition que de tels coûts, entre autres choses, tiennent compte raisonnablement des frais associés à la production et à la vente du produit considéré.

21. Pourquoi avoir réservé les avantages prévus par la note de bas de page 6 de l'Accord antidumping à certains types d'activités de démarrage qui influent sur les frais? Comment le Canada concilie-t-il cette disposition avec ses obligations au titre de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping qui ne fait pas de distinction entre les différents types d'activités de démarrage?

L'objet de l'article 2.2.1.1 de l'Accord est de faire en sorte que soient ajustés certains frais associés aux opérations de démarrage, frais qui autrement conduiraient à des marges de dumping élevées.

L'article 23.1 de la LMSI reconnaît deux catégories de frais - ceux qui sont modifiés par des opérations de démarrage et ceux qui ne le sont pas. Aux fins du calcul des marges de dumping, seuls les frais qui sont modifiés par des opérations de démarrage sont ajustés.

L'ajustement au titre des opérations de démarrage n'est applicable qu'à l'égard des opérations de démarrage qui sont caractérisées par une limitation du niveau de production atteint durant la période. Cette règle n'est pas proscrite par la note de bas de page 6 de l'Accord antidumping, et il a été nécessaire de l'adopter afin de préciser exactement à quel moment des ajustements devraient être autorisés pour les opérations de démarrage. On imagine que les frais plus élevés engagés durant une période de démarrage seront attribuables au fait que les niveaux de production ont été restreints à cause des difficultés techniques associées aux activités de démarrage.

22. Comment le Canada s'assurera-t-il que les autorités canadiennes évalueront l'importance de la marge de dumping lorsqu'elles examineront l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale?

Conformément à la nature non limitative de la liste de facteurs figurant à l'article 3.4 de l'Accord antidumping, l'alinéa d) de l'article 37.1 1), qui autorise la prise en compte de tout autre facteur pertinent, compte tenu des circonstances, englobera, dans les cas qui le justifient, "*l'importance de la marge de dumping*". Cependant, pour plus de certitude, notre règlement final sera modifié de telle sorte que son article 37.1 1) c) fasse expressément mention, parmi les facteurs à considérer, de "*l'importance de la marge de dumping ou du montant de subvention à l'égard des marchandises sous-évaluées ou subventionnées*".

23. L'article 37.1 3) du Règlement ajoute des facteurs supplémentaires à prendre en compte pour déterminer si le dumping a causé ou a menacé de causer un dommage, y compris le point de savoir s'il y a un lien de causalité entre le dumping des marchandises et le dommage ou la menace de dommage, selon une liste d'éléments reproduisant en grande partie ceux de l'article 3.5. Il ne semble y avoir aucune disposition interdisant explicitement d'attribuer les dommages causés par ces éléments aux importations faisant l'objet d'un dumping. Comment les autorités canadiennes déterminent-elles s'il y a un lien de causalité entre le dumping des marchandises et le dommage ou la menace de dommage selon ces éléments? Comment le Canada s'assurera-t-il que les autorités canadiennes n'attribueront pas aux importations faisant l'objet d'un dumping les dommages causés par ces éléments?

Pour savoir si le dumping a causé un dommage, les autorités chargées des enquêtes prendront en considération la totalité des facteurs pertinents influant sur la question du lien de causalité, notamment les facteurs autres que le dumping (ou le subventionnement) des marchandises, qui ont causé un dommage ou un retard ou qui menacent de causer un dommage.

L'impossibilité d'attribuer aux importations faisant l'objet d'un dumping un dommage causé par des facteurs autres que le dumping: 1) est implicite à l'article 37.1 3) du Règlement, qui fait état d'un lien de "*causalité*" entre le dumping et le dommage, le retard ou la menace de dommage; et 2) procède de principes bien établis en droit administratif, principes en vertu desquels serait soumise à un examen judiciaire toute conclusion de dommage fondée sur l'attribution injustifiée aux importations faisant l'objet d'un dumping d'un dommage causé par des facteurs autres que le dumping.